



**HAL**  
open science

## Les Etats-Unis et les 12. La réduction des dépenses militaires. Attitudes européennes et américaines

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Les Etats-Unis et les 12. La réduction des dépenses militaires. Attitudes européennes et américaines. 1987. hal-02994564

**HAL Id: hal-02994564**

**<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02994564>**

Submitted on 7 Nov 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les Etats-Unis et les 12.  
La réduction des dépenses militaires.  
Attitudes européennes et américaines.

Jacques Fontanel

Cahiers du CEDSI,  
Université Pierre Mendès France de Grenoble.  
1987

Résumé : Lorsque l'Union soviétique a demandé aux Etats membres de l'ONU de réduire de 10% leurs dépenses militaires en vue d'une aide aux pays les moins développés 12 pays ont souhaité faire progresser la connaissance statistique des dépenses militaires et notamment celles des pays riches en information, et notamment celles de l'Union soviétique. Cependant, les chiffres fournis par l'URSS concernant leurs dépenses militaires étaient largement sousestimés selon les analystes américains. Ils ont considéré que la proposition de l'URSS supposait qu'un travail commun, sous l'égide de l'ONU, soit organisé pour comparer dans le temps et dans l'espace le contenu et les dépenses militaires des pays. Les obstacles politiques sont venus des pays à économie planifiée, pour lesquels les méthodes de comptabilisation des budgets militaires, ainsi que leur contenu, devaient rester secrètes. La proposition soviétique est donc bloquée pour des raisons plus politiques que statistiques.

When the Soviet Union asked UN member states to reduce their military expenditure by 10% in order to help the least developed countries 12 countries wanted to improve statistical knowledge of military expenditure, particularly that of the information-poor countries, including those of the Soviet Union. However, the figures provided by the USSR concerning their military spending were largely underestimated according to American analysts. They considered that the USSR's proposal presupposed that a joint work, under the aegis of the UN, be organised to compare in time and space the military content and expenditure of countries. The political obstacles came from countries with planned economies, for which the methods of accounting for military budgets, as well as their content, had to remain secret. The Soviet proposal was therefore blocked for political rather than statistical reasons.

Mots clés : Dépenses militaires, comparaison des dépenses militaires  
Fonds de désarmement pour le développement

Military expenditures, military expenditures comparisons,  
International Disarmament Fund for Development.



Lorsque l'Union Soviétique proposa en 1973 de réduire de 10 % les budgets militaires des membres permanents du Conseil de Sécurité pour favoriser le développement des pays du Tiers-Monde, elle avait certainement pour objectif de prendre l'initiative diplomatique dans la relation désarmement pour le développement et de s'attirer la sympathie des pays non alignés. Cette proposition s'inscrivait dans le vaste affrontement des grandes puissances; le véritable destinataire du message n'était pas véritablement l'adversaire potentiel, c'était plutôt l'opinion publique occidentale et les Etats Tiers n'appartenant pas à l'OTAN ou au Pacte de Varsovie. Les Etats-Unis profitèrent de cette proposition pour considérer d'une part que l'aide aux pays en voie de développement et le désarmement n'étaient pas des actions nécessairement complémentaires ou jointes et d'autre part que la mesure des dépenses militaires méritait une étude approfondie compte tenu des divergences de conceptualisation.

Pour ce faire, ils proposèrent de charger le Secrétaire Général des Nations Unies, avec l'aide d'experts qualifiés, de fournir une définition détaillée et harmonisée des budgets militaires, d'analyser les méthodes de comparaisons intertemporelles et internationales et de déterminer des procédures de vérification des informations fournies par les Etats. Cette proposition ayant été retenue par l'Assemblée Générale des Nations Unies, malgré l'hostilité de l'Union soviétique qui s'opposait à toute divulgation d'informations détaillées au nom du secret nécessaire à sa défense, le premier groupe d'experts eut pour objectifs :

- 1) de définir et de mesurer l'ampleur des dépenses militaires,
- 2) de classer les dépenses effectuées,
- 3) de définir les relations entre les ressources et la production

militaire,

- 4) de réaliser des comparaisons dans le temps et dans l'espace,
- 5) de réfléchir à l'application des taux de change pour la comparaison internationale de la production militaire.

La réduction des dépenses militaires pose des problèmes techniques et politiques.

#### 1 - Les problèmes techniques

Pendant 11 ans, cinq groupes d'experts successifs ont essayé d'améliorer la connaissance des dépenses militaires dans le monde et leur travail technique a été considérable. Ils ont toujours affirmé que seule la mise en place d'un instrument de publication normalisé des budgets militaires accepté par l'ensemble des Etats pouvait favoriser les accords de réduction de l'effort militaire.

La comparaison des dépenses militaires se heurte à deux difficultés fondamentales :

- Les définitions des dépenses militaires varient d'un pays à l'autre.
- Les comparaisons intertemporelles et internationales supposent la résolution de nombreuses difficultés techniques et politiques.

Les groupes d'experts des Nations Unies ont soulevé trois problèmes majeurs en plus du choix des méthodes de comparaisons internationales et intertemporelles.

- 1) Le secret militaire varie considérablement selon les pays.
- 2) Les informations produites par les instituts internationaux ne sont pas aisément comparables, car leurs définitions diffèrent.
- 3) Le caractère civil ou militaire de certaines activités est difficile à définir. Ainsi en est-il notamment de la recherche



spatiale ou nucléaire.

Il existe une forte inégalité dans la qualité et la quantité d'informations publiées par les Etats. Les pays développés occidentaux, du fait des procédures parlementaires, sont amenés à fournir des statistiques et des chiffres budgétaires au pouvoir législatif. Les pays en voie de développement ne sont pas toujours bien équipés pour fournir des informations satisfaisantes, d'autant qu'il ne s'agit pas pour eux d'un service ayant une quelconque priorité et qu'ils semblent avoir retenu la leçon des pays à économie planifiée : "moins il y a d'information et mieux c'est". Il en résulte que lorsque les informations sont disponibles, il faut les analyser avec beaucoup de prudence, car elles cherchent souvent à désinformer. Les pays socialistes, notamment, verrouillent toute information sur les dépenses militaires. La rareté et l'ambiguïté des informations rendent très difficiles les estimations. Compte tenu de cette situation, il est clair qu'une procédure de désarmement par la réduction des dépenses militaires impliquerait la mise en place concertée d'une matrice des dépenses militaires homogène, la fourniture d'informations relativement détaillées et vérifiables dans le cadre des comparaisons intertemporelles et internationales et certainement le calcul de concepts complémentaires des budgets militaires, de façon à avoir une idée plus claire des dépenses de sécurité des Etats.

Les statistiques fournies par l'USACDA sont dérivées des travaux de la CIA (Central Intelligence Agency) basées sur une analyse de ce que coûterait aux Etats-Unis le financement de l'effort militaire soviétique. La CIA cherche à identifier les programmes militaires soviétiques, à estimer leur importance et à fixer un prix fictif, libellé en dollars, de chaque article significatif. Conceptuellement, la méthode est très simple. Si  $Q$  exprime les quantités physiques des différents personnels et équipements de l'armée soviétique et  $P$  les prix de ces personnels et armes aux Etats-Unis, les dépenses militaires soviétiques libellées en dollars correspondront alors à la somme des produits des quantités et des prix de chaque composante des dépenses de défense. Ce calcul est normalement décomposé en cinq composantes : achats, paie des personnels et maintenance, opérations et maintenance, constructions

militaires et enfin recherche-développement et espace. Ainsi, le coût de la main d'oeuvre militaire est calculé en multipliant le nombre d'hommes sous les drapeaux en URSS par le coût moyen correspondant d'un militaire américain. Les quantités sont établies en fonction de sources de publication soviétiques, des satellites et des renseignements. L'USACDA considère que cette estimation est la meilleure compte tenu des informations primaires disponibles. En fait, plusieurs critiques peuvent être faites, mais deux d'entre elles nous paraissent particulièrement importantes :

1) Les quantités et les prix ne sont pas indépendants les uns des autres. En d'autres termes, les choix budgétaires de l'Union Soviétique auraient certainement été différents si la structure des prix proposés entre le personnel et le matériel, par exemple, avait été effectivement celle qui existe aux Etats-Unis. Il est probable que l'Armée rouge serait plus "capital intensive", puisque les Etats-Unis disposent d'un avantage économique important dans ce domaine, par rapport à l'Union Soviétique.

2) "L'américanisation" des matériels soviétiques est très délicate, car il est difficile de comparer deux fusées qui, même si elles ont la même valeur stratégique, ont été développées selon des normes technologiques, productives et même philosophiques fondamentalement différentes. L'espérance-vie du matériel, sa sécurité d'emploi, sa maintenance, ses possibilités techniques d'utilisation notamment sont difficiles à mettre en évidence et à comparer. La supériorité technologique des Etats-Unis est certainement sous-évaluée.

"En fait, il n'y a pas d'estimations alternatives qui puisse inspirer une confiance équivalente et capable de déceler les petits changements dans le temps, comme la récente diminution des dépenses militaires soviétiques que les estimations de la CIA" (USACDA, 1985, p. 140). Les évaluations de la CIA ont été révisées en baisse cette année pour la dernière décennie, du fait d'une amélioration dans la connaissance des coûts de personnel et de fonctionnement. Pour les autres pays du Pacte de Varsovie, les estimations des dépenses militaires sont reprises d'estimations faites pour le Joint Economic Committee of Congress. Les dépenses militaires représentent les dépenses budgétaires de défense publiées



officiellement par les Gouvernements. Les estimations en dollars sont dérivés, pour le personnel, du calcul des taux moyens de paiements des soldats et officiers des différents rangs des Etats-Unis appliqués aux chiffres soviétiques correspondants. Pour les autres dépenses, les unités nationales sont converties en dollars par le taux de conversion des parités des pouvoirs d'achats du Projet de Comparaisons Internationales des Nations Unies. Pour la Chine, les estimations dépendent d'abord des estimations, en yuans, des dépenses militaires chinoises faites par les services du gouvernement américain, et ensuite d'une conversion de cette somme en dollars en utilisant le taux de conversion du Produit Intérieur Brut tel qu'il est calculé par la Banque Mondiale.

Depuis la constitution du Groupe des Nations Unies sur la Réduction des Dépenses militaires, les 10, puis les 12 se sont toujours situés du même côté : ils ont toujours souhaité faire progresser la connaissance statistique des dépenses militaires, plus évidemment pour connaître l'effort de défense soviétique que pour dévoiler leurs propres informations. Il est à noter que sur les 16 pays qui ont participé au Groupe d'Experts constitué en 1981 sur l'amélioration de la matrice des dépenses militaires, outre les Etats-Unis, 6 pays des 12 étaient parties prenantes, à savoir la Belgique, la RFA, le Danemark, l'Italie, les Pays-Bas et la Norvège. Si l'on étudie maintenant les réponses des Etats concernant la matrice des dépenses militaires proposée par l'ONU, il faut ajouter que le Luxembourg, le Royaume-Uni, la France, le Portugal et l'Irlande ont effectivement fourni, à un moment ou à un autre, des informations dans le cadre demandé. Il y a donc un fort consensus des 12 pour fournir des informations homogènes sur les dépenses militaires. Le dernier Groupe d'Experts qualifiés des Nations Unies demandait des informations précises sur les dépenses, les prix ou les quantités ; le Royaume-Uni, l'Italie et les Etats-Unis ont participé activement à cet exercice. La France et la RFA un instant intéressées n'ont pas donné suite à cette proposition, du fait de l'attitude négative des pays de l'Est. Il y a donc une légère divergence à l'intérieur du groupe occidental : trois pays ont considéré qu'il fallait améliorer les méthodes de comparaisons intertemporelles et internationales des dépenses militaires et qu'il fallait faire, si nécessaire, le premier pas,

pour démontrer à la fois l'intérêt de l'étude et leur bonne volonté. Deux autres pays se sont déclarés intéressés par les procédures de comparaisons internationales, mais ils ont finalement refusé de participer à un exercice qui leur semblait assez inutile, compte tenu de l'attitude négative des pays socialistes. Les autres pays ont manifesté un intérêt général pour la publication des informations, mais ils ont eu plutôt une attitude passive quant à l'amélioration des méthodes de comparaisons internationales.

Les comparaisons internationales et intertemporelles réalisées par ce Groupe sont d'un grand intérêt. Huit pays ont fourni jusqu'au bout les informations nécessaires : l'Australie, l'Autriche, les Etats-Unis d'Amérique, la Finlande, l'Italie, la Norvège, le Royaume-Uni et la Suède. Le Canada, la République Fédérale d'Allemagne et la France se sont déclarés intéressés, mais n'ont pas participé directement à l'exercice.

Les difficultés rencontrées par le Groupe ont été exprimées dans un Rapport des Nations Unies. Rappelons les principaux résultats obtenus :

- Les comparaisons internationales des dépenses militaires peuvent être réalisées à partir d'un nombre relativement restreint de données bien choisies. Ainsi, les estimations des indices de prix du groupe se sont avérées très proches de ceux qui avaient été calculés par les Etats eux-mêmes, à partir d'une plus grande quantité d'informations.
- Les indices des prix et les parités de pouvoir d'achat sont généralement très différents des indices ou taux de conversion correspondants dans le domaine civil.
- Il est nécessaire de calculer le coût réel des dépenses militaires, non pas en cherchant les coûts d'opportunité, mais en centrant l'analyse sur les variables militaires elles-mêmes.
- L'expérience acquise serait notablement améliorée si les pays à économie planifiées se joignaient à l'exercice.



Les résultats obtenus par l'ONU, le SIPRI et l'USACDA varient considérablement, comme en témoigne le Tableau n° 1.

Tableau n° 1 - Estimations différentes des dépenses militaires selon le SIPRI, l'ONU et l'USACDA, pour l'année 1982

Pays	ONU	SIPRI	USACDA
Brésil	-	1535	2517
Algérie	-	829	1933
Japon	-	10429	10383
Indonésie	-	2564	2843
Australie	2804	4301	4095
Inde	-	545	5660
Arabie Saoudite	-	23396	24159
URSS	-	135800	243760
USA	184403	167711	196390
France	-	28094	22523
RFA	-	26887	22346
Royaume-Uni	24495	26489	24169
Suède	2572	3960	3191
Finlande	1016	910	786
Italie	14154	10463	9089
Norvège	1436	1752	1697
Autriche	982	983	829

Les divergences sont considérables. Le Tableau n° 2 indique les taux de conversion obtenus : taux de change (TC), parités de pouvoir d'achat du PIB (PPIB) et parités de pouvoir d'achat des dépenses militaires (PDM).

Tableau n° 2 - Taux de conversion selon les pays de 1980 à 1982

Pays	1980			1981			1982		
	TC	PPIB	PDM	TC	PPIB	PDM	TC	PPIB	PDM
Australie	0,96	1,03	1,45	0,87	0,99	1,44	0,88	0,99	1,34
Autriche	17,06	16,1	13,56	15,93	16,1	13,58	12,94	16,5	14,09
Finlande	4,82	5,3	4	4,32	5,2	3,98	3,73	5,08	4,11
Italie (x1000)	1,35	0,98	0,68	1,14	0,89	0,66	0,86	0,82	0,57
Norvège	6,45	7,3	7,14	5,74	7,11	7,09	4,94	6,79	6,93
Suède	6,28	5,97	7,1	5,06	5,88	7,13	4,23	5,85	7,28
Royaume-Uni	0,57	0,54	0,61	0,49	0,54	0,61	0,43	0,53	0,58
Etats-Unis	1	1	1	1	1	1	1	1	1

On peut constater aisément que les parités de pouvoir d'achat sont nettement moins sensibles à la conjoncture que ne le sont les taux de change. En outre, les différences des parités de pouvoir d'achat civiles et militaires peuvent être importantes, comme le montre assez clairement le tableau ci-dessus. Ce qui explique certainement la nécessité de faire des calculs spécifiques dans le cadre d'une réduction des dépenses militaires.



En outre, il est intéressant de voir comment évoluent dans le temps les dépenses militaires des groupes de pays à l'étude. Il convient donc de déterminer des déflateurs, c'est-à-dire des instruments de mesure susceptibles de prendre en compte les hausses différenciées des prix dans les différents pays. La plupart des résultats mettent en évidence le fait que le fardeau des armes pèse de plus en plus lourdement sur les pays pauvres.

## II - Les obstacles politiques

Si les problèmes techniques de l'estimation et de la comparaison des dépenses militaires ne sont pas complètement résolus, les affrontements politiques n'en demeurent pas moins la principale raison de l'absence d'accords sur la réduction des dépenses militaires. Lors de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies, les Etats-Unis ont pris une initiative importante : demander la réunion d'une Conférence Internationale sur les dépenses militaires. Par contre, l'URSS apportait une appréciation négative aussi bien sur les travaux des experts de l'ONU sur la réduction des dépenses militaires que sur le rapport concernant le désarmement pour le développement. La réduction des dépenses militaires mondiales passe d'abord par un accord entre les deux grandes puissances. Bien sûr, les 12 peuvent influencer les Etats-Unis, mais il faut bien admettre que l'inverse a pratiquement toujours été la solution retenue. Le principal obstacle à la réduction des dépenses militaires est l'opposition de l'URSS et des Etats-Unis.

Le projet de Conférence Internationale avait pour but :

- d'étudier les progrès réalisés par les groupes d'experts en ce qui concerne la publication, la comparaison et la vérification des dépenses militaires.
- d'analyser les raisons pour lesquelles les dépenses militaires nationales ne sont pas largement publiées à l'aide de l'instrument normalisé préparé par les experts de l'ONU.
- d'examiner les moyens susceptibles d'améliorer et d'assurer la



publication universelle des informations statistiques sur les dépenses militaires.

- d'élaborer des moyens permettant une meilleure diffusion de ces informations.

Pour les Etats-Unis, la confiance politique nécessaire à un accord sur la RDM (réduction des dépenses militaires) passe par la transparence des informations. Le Président Reagan considère que les informations publiées par l'URSS sont universellement mises en doute et que, de ce fait, il n'est pas concevable de négocier une limitation des efforts militaires des Etats-Unis. La confiance passe par une bonne information, harmonisée et vérifiée. En refusant d'apporter son concours à l'effort de clarification et de diffusion des dépenses militaires, l'URSS ne met pas les Etats-Unis en position d'accepter une négociation sur la RDM.

Pour l'Union Soviétique, le manque d'information sur les efforts militaires des Etats ne constitue pas un facteur important qui fonde la course aux armements. Les systèmes de comptabilité harmonisés visant à élargir la collecte et la diffusion des données sur le coût des préparatifs militaires des Etats cachent, en fait, les véritables raisons de la course aux armements, à savoir l'absence de volonté politique des Etats-Unis. Les efforts d'harmonisation des informations et de comparaisons internationales des dépenses militaires sont détachés de la réalité et ils mènent à une impasse. Les pays occidentaux se servent du fait que l'ONU mène ce genre d'activité pour camoufler leur réticence à s'engager dans la voie d'une véritable réduction des dépenses militaires.

Entre les deux puissances s'est instauré un dialogue de sourd. Si les Etats-Unis souhaitent connaître plus précisément l'effort financier de l'URSS avant d'engager un processus financièrement équilibré de désarmement, l'URSS estime que ce qui manque c'est la volonté politique et une confiance réciproque. Les Etats-Unis ont beau arguer que cette confiance ne peut intervenir que si l'URSS veut bien fournir quelques informations vérifiables, les pays socialistes refusent d'entrer dans ces procédures qui ne sont qu'une manière de rejeter toute réduction des dépenses militaires. S'il y a confiance mutuelle, les Etats accepteront les informations



fournies par les autres Etats. C'est le point d'achoppement des négociations si l'on veut bien considérer les différences étonnantes dans les estimations des dépenses de l'URSS selon les sources statistiques. En fait, il est difficile de comprendre pourquoi l'URSS ne veut pas donner quelques informations qui pourraient être interprétées comme un geste de bonne volonté pour instaurer un climat de confiance. Il est évident aussi que des mesures de vérification apparaissent nécessaires.

Les 12 acceptent la position américaine. En 1982, à la Session Extraordinaire, les membres de la Communauté Européenne ont affirmé qu'il était nécessaire de réduire les dépenses militaires et d'avoir un instrument commun de mesure.

La proposition du Président Mitterrand de création d'un Fonds International de Désarmement pour le Développement faisait aussi état des mesures qui permettraient de mieux connaître les dépenses militaires. Par son discours du 28 Septembre 1983, François Mitterrand proposait :

1) "D'abord déterminer le poids réel des armements ? Et les questions se posent : comment surmonter les divergences, tant sur les données que sur les estimations, comment arrêter une base d'évaluation acceptée par tous ?

2) Apprécier ensuite les effets économiques internes et externes de la croissance des dépenses militaires ?

3) Comment mesurer la relation entre l'évolution des dépenses militaires et les principaux facteurs de désordre économique international ?

4) Aborder enfin et sans délai, ces mises au point faites, le sujet essentiel qui est celui des possibilités et des modes d'affectation à des tâches d'intérêt collectif humain (santé, formation professionnelle, développement agricole dans les pays du Tiers-Monde) des moyens importants qui seraient dégagés par une réduction progressive, mais méthodique, des dépenses militaires dans les principaux pays ? Et ces questions encore : comment assurer un effet économique favorable de ces réductions et de ces conversions dans les pays contributeurs eux-mêmes ? Comment concevoir des mécanismes d'aide à la conversion ?

Ces idées ont été reprises par la RFA en 1984 qui déclarait à l'Assemblée Générale des Nations Unies la nécessité de publier et de rendre comparable les budgets militaires. Parlant au nom des 10, l'Irlande considérait que la transparence, la comparabilité et la vérification des dépenses militaires seraient un grand pas dans la voie de la réduction des dépenses militaires. Cette position était renforcée par celle des Etats-Unis qui abondaient en ce sens. La Grande-Bretagne affirmait même que la définition de principes du désarmement ne serait pas un moyen d'établir la confiance, celle-ci étant liée comme condition nécessaire, sinon suffisante, à la connaissance des informations et plus pratiquement au noircissement par tous les Etats de la matrice des dépenses militaires proposée par les Experts des Nations Unies.

Il n'y a pas de désaccord entre les 12 et les Etats Unis sur la question de la réduction des dépenses militaires; ils estiment qu'elle ne peut avoir de chance de réalisation que si la publication des dépenses de défense de tous les pays participants à un accord éventuel est assurée, dans le cadre de la matrice des dépenses militaire construite par les Experts de l'ONU.

La prochaine Conférence de Paris, si elle a lieu, sera l'occasion pour les 13 pays de rappeler qu'il ne peut y avoir de désarmement durable sans une bonne information sur les dépenses militaires. Il y a fort à parier que l'URSS parlera encore de la volonté politique....

## Bibliographie

Asselain, J.C. (1985), *Taux de change et parité de pouvoirs d'achat, évolutions récentes dans les pays du CAEM*, Laboratoire d'Economie Politique, ENS. N°108.

Cars, H.C., Fontanel, J., (1985), *Military Expenditure Comparisons, "Peace, Defence and Economic Analysis"* (Mac Millan, London, 1987 (12 pages).

Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1981), *Le désarmement pour le développement : un pari difficile*, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale. Les Sept Epées, 19, Paris,.

Fontanel, J. (1980), Le concept de dépenses militaires, *Revue de Défense Nationale*, Décembre.

Fontanel, J. (1980). *Military Expenditure and Economic Growth: France, Morocco*. United Nations and CEDSI, Grenoble.

Fontanel, J. (1982), *Les comparaisons des dépenses militaires*, Revue Défense Nationale, Novembre.

Fontanel, J. (1984), *L'économie des armes*, La Découverte, Paris.

Fontanel, J., Smith, R. (1985), Les comparaisons des dépenses militaires de la France et du Royaume-Uni, in « *L'effort économique de défense* », Ares, n spécial, Grenoble, Lyon.

Fontanel, J., Smith, R. (1985), L'effort économique de défense, *ARES, n spécial, Grenoble, Lyon*.

IISS (1985), *The Military Balance 1985-1986*, IISS, London.

ONU (1981), *Réduction des dépenses militaires*. Série d'Etudes. A/40.481. New York.

ONU (1982), *Réduction des dépenses militaires*. Série d'Etudes. N°10, New York.

ONU (1985), *Réduction des budgets militaires. Elaboration d'indices des prix et des pouvoirs d'achat pour les dépenses militaires*. Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies, A/20/421, 13 Août, New York.

SIPRI (1985), *World Armaments and Disarmament*, SIPRI Yearbook, Francis and Taylor, London.

USACDA (1985), *World Military Expenditures and Arms Transfers*, USACDA, Washington, August.